



# UNE SEMAINE EN HAÏTI

L'hebdomadaire du Collectif Haïti de France

Une rédaction d'Alterpresse ... avec le soutien de la Fokal

N°1475

03 janvier 2020

- **Insécurité : Le journaliste Vario Sérant, victime d'une attaque armée le 28 décembre, à Port-au-Prince**
- **Criminalité : Une enquête en cours pour élucider les circonstances de la mort par balles de l'inspecteur divisionnaire Ferrais Telfort**
- **Appel à la solidarité populaire pour faire face aux actes de kidnapping en Haïti**
- **États-Unis : 3 membres du Congrès américain favorables à une transition politique « crédible » vers un ordre démocratique en Haïti**

## >> **Insécurité : Le journaliste Vario Sérant, victime d'une attaque armée le 28 décembre, à Port-au-Prince**

Le journaliste Vario Sérant, du Groupe Médialternatif, a été blessé par balle lors d'une attaque armée, dans l'après-midi du lundi 28 décembre, à Port-au-Prince. Le confrère était dans sa voiture en compagnie d'une autre personne, lorsqu'ils ont été pris pour cible par des individus. Conduits à l'hôpital, Vario Sérant se trouve dans un état apparemment stable tandis que l'autre occupant du véhicule, dont l'identité n'est pas précisée, a succombé de ses blessures le soir même. Le Groupe médialternatif, dont Vario Sérant est l'un des membres fondateurs, est sous le choc après cette attaque armée, ainsi que les parents et proches des victimes. Vario Sérant travaille depuis plusieurs années en tant que spécialiste en

communication pour le Fonds des Nations unies pour la population (Unfpa). Parallèlement, depuis une longue période, il enseigne aussi le journalisme à la Faculté des sciences humaines de l'Université d'État d'Haïti. Cette fin d'année est marquée par une montée en flèche des actes de criminalité, dans l'impunité et sans l'intervention de la justice ni de la police. L'anxiété gagne dans toutes les couches de la société, y compris chez les étrangers, qui déplorent la prolifération des armes à feu et la distribution des munitions, sur le territoire national. Les organismes nationaux de droits humains dénoncent le terrorisme d'État en Haïti, avec un niveau de plus en plus élevé des actes de criminalité, perpétrés par plus de 100 gangs armés entretenus par des officiels.

## >> **Criminalité : Une enquête en cours pour élucider les circonstances de la mort par balles de l'inspecteur divisionnaire Ferrais Telfort**

Le porte-parole de la Police Nationale d'Haïti (PNH), Gary Desrosiers informe, en conférence de presse le 28 décembre, élucider les circonstances de la mort de l'inspecteur divisionnaire Ferrais Telfort, tué par balles deux jours plus tôt à Petite-Anse, au Cap-Haïtien (Nord). Cette enquête a été lancée conjointement par le Service départemental de la police judiciaire du Nord, le Service d'investigation du commissariat du Cap-Haïtien et la Direction centrale de la police judiciaire. Actuellement, les enquêteurs procèdent à l'analyse d'un message vocal circulant sur les réseaux sociaux, dont la victime serait l'auteur. Dans ce message vocal, il dénonçait le trafic des armes à feu, la libération des bandits après leur arrestation par la police ainsi que l'étrange disparition de plusieurs armes saisies durant les opérations de police. « Si aujourd'hui, des bandits armés tuent, enlèvent et violent des gens, comme ils veulent, c'est la faute du gouvernement, parce qu'il renforce le pouvoir des bandits dans le pays », a tweeté l'un des porte parole du secteur dit démocratique et populaire, Michel André. Par

ailleurs, la Direction centrale de la Police judiciaire a émis des avis de recherche à l'encontre de Joseph Wilson alias *Lanmò san jou* et deux de ses lieutenants, Ronald et Azoukeng. Ces individus sont en cavale suite aux opérations policières menées le dimanche 27 décembre visant à démanteler le gang *400 mawozo* situé à Croix-des-Bouquets (au nord-est de la capitale). Les accusations contre les membres de ce gang, sont tentatives d'assassinats, enlèvements, vols de véhicules, détournements de camions de marchandises, entre autres, précise la Police Nationale d'Haïti. La police appelle à la coopération de la population pour aider à localiser ces bandits. Une opération dans la matinée du dimanche 27 décembre, a permis aux unités de la PNH de s'introduire dans le fief du gang *400 mawozo*. 15 personnes ont été arrêtées et 4 véhicules volés ont été également récupérés. Les policiers ont également découvert plusieurs ossements dans un cercueil, dans un espace qui s'apparenterait à un péristyle, selon Gary Desrosiers.

## >> Appel à la solidarité populaire pour faire face aux actes de kidnapping en Haïti

Plusieurs organisations sociales et des personnalités appellent à la solidarité populaire pour faire face aux actes de kidnapping qui s'étendent, en toute impunité, sans réactions de la justice et de la police. « Nous avons le devoir de nous révolter et d'appliquer la solidarité, pour exiger la libération des personnes qui ont été enlevées », soulignent-elles, en conférence-débats, ce mardi 29 décembre. Il est de coutume, dans le pays, que les secteurs se mobilisent, seulement lorsque l'un des leurs est victime de l'insécurité, déplorent ces organisations sociales et ces personnalités. Elles encouragent la population à exiger la libération, indistinctement, de toutes les personnes kidnappées. Les médecins marchent pour les médecins, les avocats marchent pour les avocats, les écolières et écoliers pour leurs camarades, entre autres, constatent-elles. « Les ravisseurs ont des patrons. Lorsqu'ils s'apercevront qu'il y a une mobilisation populaire pour exiger la libération des personnes kidnappées, ils n'auront pas d'autres choix que de les libérer », soutient le syndicaliste Josué Mérielien, coordonnateur général de l'Union nationale des normaliennes et normaliens d'Haïti (Unnoh). Elle rappelle la libération d'une jeune femme, victime de kidnapping, suite au soulèvement de la communauté à Fort National (quartier populaire au nord-est de Port-au-Prince). « Nous n'avons pas besoin de connaître l'identité de la personne. Une fois qu'on est au courant de son enlèvement, il devrait y avoir un soulèvement général », souhaite l'Unnoh, membre du regroupement *Konbit ògaizasyon politik, sendikal ak popilè yo*. Déroulée autour du thème « Terreur/kidnapping, une forme de gestion de pouvoir du Parti haïtien *tèt kale* (Phtk) », la conférence et débats populaires du 29 décembre vise à inviter la population, non seulement à la vigilance, mais aussi à l'action. Sabine Lamour, sociologue et coordonnatrice de l'organisation féministe *Solidarite fanm ayisyèn* (Sofa) ainsi que le psychologue Jean Samieux St-Fleur y ont été les principaux intervenants. Une marche est prévue le vendredi 1er janvier 2021, la fête nationale et jour de la célébration du 217<sup>e</sup> anniversaire de l'Indépendance d'Haïti (le 1er janvier 1804), pour dénoncer la criminalité qui prévaut dans le pays.

## >> États-Unis : 3 membres du Congrès américain favorables à une transition politique « crédible » vers un ordre démocratique en Haïti

Il s'agit de Andy Levin, membre du comité des affaires étrangères de la chambre des représentants, Gregory Meeks, nouveau président du comité des affaires étrangères de la chambre et Albio Sires, président du sous-comité de l'hémisphère occidental, de la sécurité civile et du commerce au Congrès des États-Unis d'Amérique. « Le président haïtien Jovenel Moïse poursuit une ligne de conduite de plus en plus autoritaire, en publiant une série de décrets récents, qui incluent la création d'une force de renseignement intérieure », en dehors de la Constitution, critiquent-ils. Les dernières actions du président Jovenel Moïse rappellent les exactions antidémocratiques, que le peuple haïtien a subies dans le passé, notamment pendant la période de la dictature des Duvalier, condamnent-ils, soulignant qu'ils surveillent toujours, avec « une inquiétude croissante », ce qui se déroule en Haïti. « Nous ne resterons pas les bras croisés, pendant qu'Haïti sombrera dans le chaos ». Ces représentants américains entendent engager des alliés et des institutions internationales pour coordonner une stratégie multilatérale devant faire face à la crise actuelle en Haïti. Ils veulent demander des comptes aux officiels haïtiens qui commettent des violations des droits humains et des actes de corruption. « Lorsque le 117<sup>e</sup> Congrès se réunira, le soutien des acteurs démocratiques en Haïti sera une préoccupation majeure de ce comité. Nous travaillerons, de toute urgence, avec la nouvelle administration Biden pour développer une politique américaine, qui donne la priorité aux droits et aux aspirations du peuple haïtien (...) ». Dans un tweet, l'un des porte-parole du Secteur dit démocratique et populaire, Michel André, considère la position des membres de la commission des affaires étrangères du Congrès américain comme un petit pas dans la bonne direction « Pas de trêve pour la Noël ! Les consultations se poursuivent pour une meilleure gestion de la transition. Le calendrier de mobilisation, pour le respect de la Constitution, sera présenté à la nation, le plus vite possible. Le combat est permanent. Dans nos rangs, point de traîtres !! », a tweeté Michel André.